

MEDEF Actu-Eco - n° 323

Direction des études économiques

Semaine du 16 au 20 avril 2018



SOMMAIRE

FRANCE

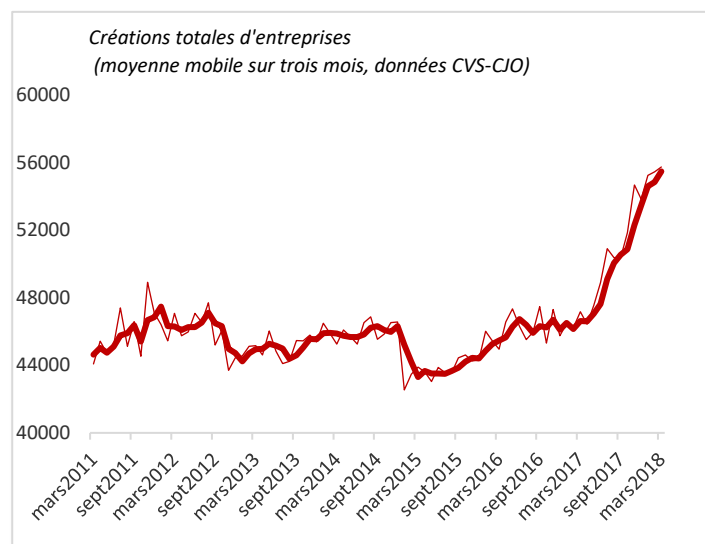
1. **Créations d'entreprises en mars 2018** : nouvelle hausse sur un mois (+0,5%), franche augmentation sur un an au premier trimestre (+17%)
2. **Prix à la consommation en mars 2018** : nette accélération de l'inflation (+1,6% en glissement annuel), inflation sous-jacente encore contenue (+0,9%)
3. **Financement des ETI et des grandes entreprises en avril 2018** : poursuite de la dégradation de la trésorerie globale dans le sillage de l'évolution des cours des matières premières et du rallongement des délais de paiement clients
4. **Bilan 2017 des investissements étrangers en France** : 1 298 projets (+181 par rapport à 2016) dont près de 60% en provenance de pays européens, 33 489 emplois créés ou maintenus (+3 381 par rapport à 2016)

INTERNATIONAL

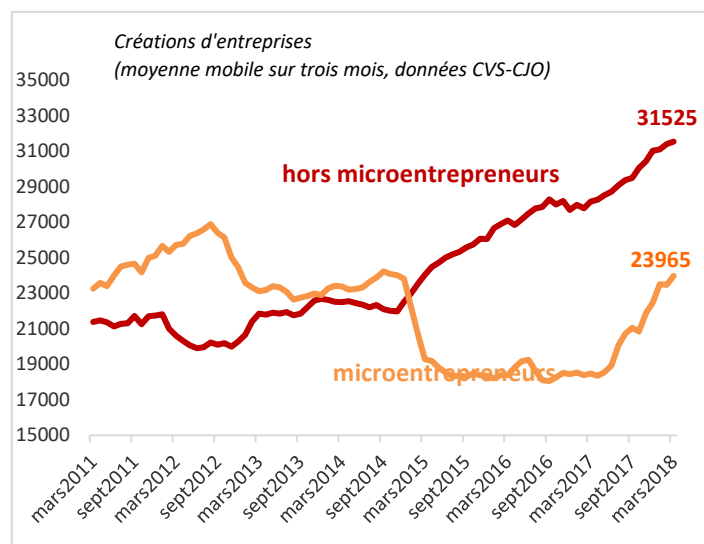
5. **Perspectives de l'économie mondiale du FMI** : robustesse de la croissance des économies avancées et émergentes en 2018, découplage attendu en 2019, prudence à moyen terme
6. **Tendance récente des marchés** : appréciation de l'euro, poursuite de la hausse des marchés actions, augmentation des cours du baril de pétrole

1. Créations d'entreprises en mars 2018 : nouvelle hausse sur un mois (+0,5%), franche augmentation sur un an au premier trimestre (+17,0%)

* **Les créations d'entreprises, tous types confondus, ont continué d'augmenter en mars 2018 (+0,5%** en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, après +0,4% en février et +2,6% en janvier). Cette hausse a concerné **les immatriculations de micro-entrepreneurs (+0,8%)** et **les créations d'entreprises classiques (+0,4%)**.



* **Au premier trimestre, le nombre de créations d'entreprises en données brutes a progressé de +17,0% par rapport au premier trimestre 2017.** Cette progression recouvre une franche hausse des immatriculations de micro-entrepreneurs (+27,1%) et des créations d'entreprises individuelles (+24,4%). Les créations de sociétés ont en revanche légèrement reculé (-0,2%).



Source : INSEE

Par grande famille d'activité, toujours au premier trimestre et en données brutes, on constate une accélération des créations d'entreprises dans tous les secteurs à l'exception des activités financières et d'assurance (-0,2%) :

- dans **l'industrie manufacturière**, les créations ont augmenté de +13,5% et constituent 3,7% du total des créations ;
- les créations d'entreprises dans **le secteur des activités immobilières** ont fortement progressé (+23,4%). Elles représentent près de 4,0% du total des créations ;
- dans le secteur du **soutien aux entreprises**, les créations ont progressé de +21,2% : ce secteur d'activité regroupe près d'une création d'entreprise sur quatre ;

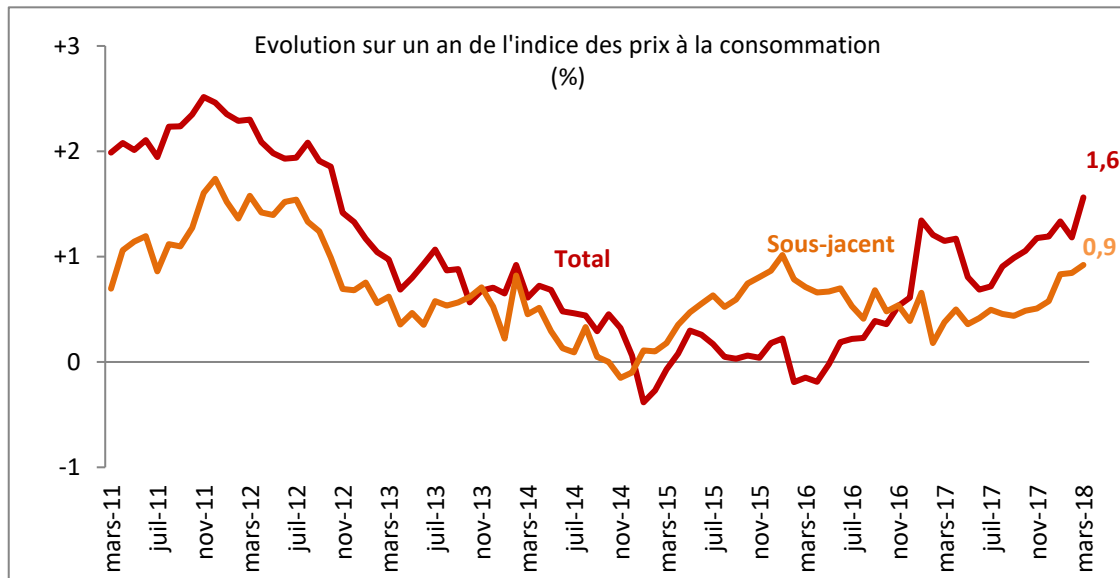
- les créations dans la **construction** se sont globalement maintenues (+9,0%) et continuent de représenter un peu plus de 10% des créations ;
- dans le secteur de **l'hébergement et restauration**, les créations sont demeurées contenues (+5,3%) et pèsent pour 4,6% du total.

* Sur les douze derniers mois (avril 2017- mars 2018), **618 187 entreprises ont été créées** (en cumul), **soit quasiment +10,0% en glissement annuel**. Cet accroissement a été principalement porté par les immatriculations de micro-entrepreneurs (+15,1%) qui ont constitué plus de 41,8% du total des créations et par les créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (+11,5%) qui ont représenté un peu plus d'une création sur quatre. Les créations de sociétés ont également augmenté mais dans une moindre mesure (+2,6%, une création sur trois).

2. Prix à la consommation en mars 2018 : nette accélération de l'inflation (+1,6% en glissement annuel), inflation sous-jacente encore contenue (+0,9%)

* Selon l'INSEE, *l'indice des prix à la consommation aurait franchement accéléré en mars* : +1,6% après +1,2% en février en glissement annuel. Son évolution demeure néanmoins toujours inférieure à +2,0%.

En parallèle, *l'inflation sous-jacente* - hausse des prix hors tarifs publics (électricité, gaz, tabac, etc.) et produits à prix volatiles (produits pétroliers, produits laitiers, viande, etc.) - *aurait légèrement accéléré en rythme annuel pour s'établir à +0,9%* (après +0,8% le mois précédent).



Source : INSEE

* Cette accélération en glissement annuel recouvre néanmoins des évolutions contrastées :

- **vive accélération des prix des services** (+1,4% après +1,1%) à relier à celle des prix des services d'hébergements (+5,6% après +0,1%) et des forfaits touristiques (+16,2% après +0,6%) « du fait d'un décalage des vacances scolaires de février » par rapport à l'année dernière. L'évolution sur un an des prix des services de transports a également été plus dynamique que le mois dernier (+1,1% après +0,4%), celle des prix de services de santé est demeurée stable (+2,0%) tandis que la baisse des prix des services de communication s'est amenuisée (-0,5% après -0,9%) ;
- **l'inflation des produits alimentaires a également augmenté** par rapport au mois de février (+1,5% après +0,8%). Cette accélération s'explique par le fort rebond des prix des produits frais (+2,8% après -1,3%), en particulier ceux des légumes frais (+4,2% après

-5,6%) et des poissons frais (+1,0% après -1,2%). Hors produits frais, l'inflation des produits alimentaires est identique à celle de février (+1,2%) ;

- **légère diminution de l'inflation énergétique** (+5,0% après +5,2%) dans le sillage du net ralentissement des prix du gaz (+0,8% après +6,1%). L'évolution des prix des produits pétroliers a en revanche accéléré (+8,1% après +7,1%) ;
- **recul des prix des biens manufacturés** (-0,3%) résultant de la baisse des prix dans l'habillement et chaussures (-0,5% après +1,1%) et dans les équipements de sport (-0,6% après +0,9%). L'inflation des meubles a pour sa part légèrement diminué (+0,2% après +0,4%). Enfin, la baisse des prix de matériels de traitement de l'information et des téléphones s'est amoindrie (respectivement -3,6% après -4,9% et -4,0% après -5,9%).

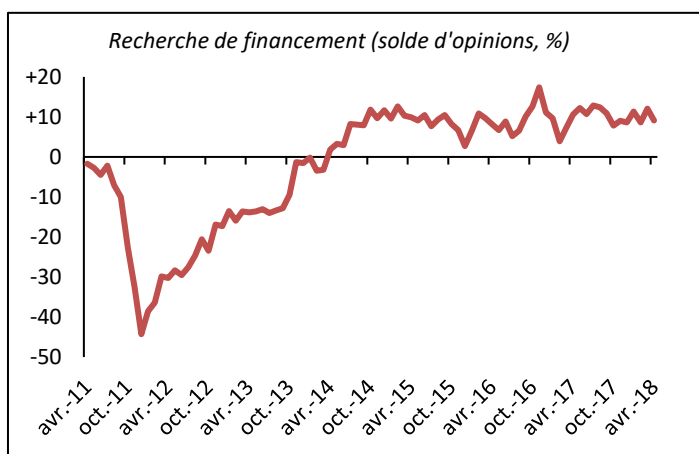
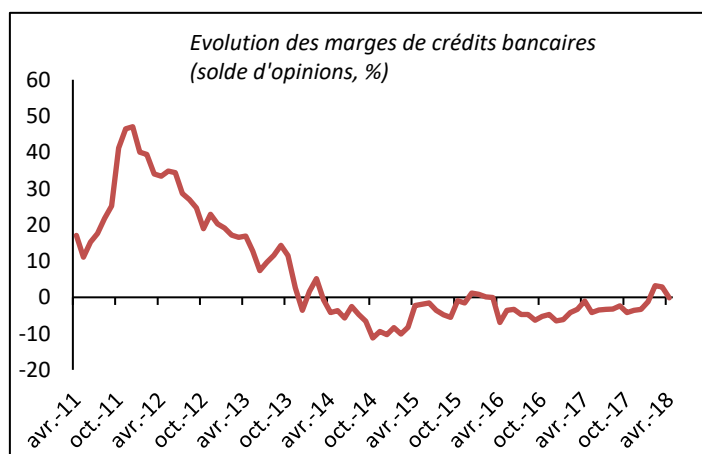
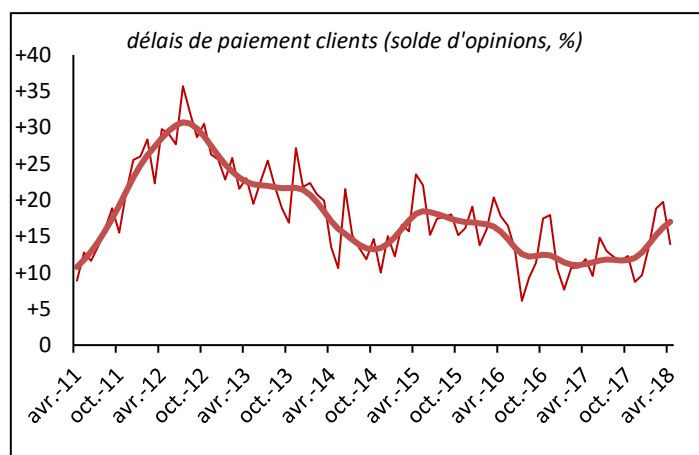
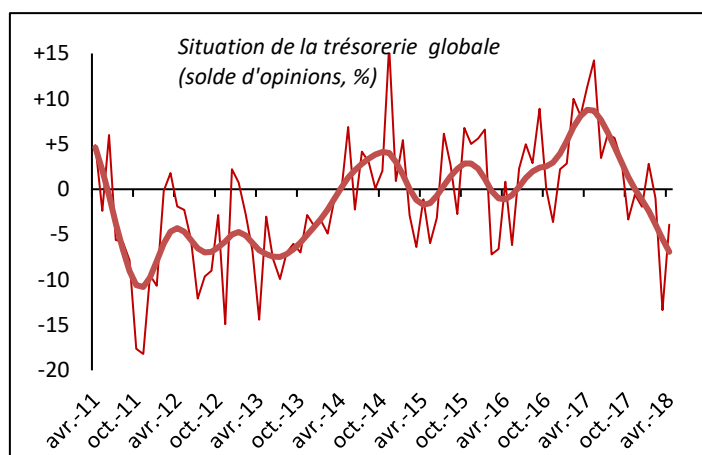
3. Financement des ETI et des grandes entreprises en avril 2018 : poursuite de la dégradation de la trésorerie globale dans le sillage de l'évolution des cours des matières premières et du rallongement des délais de paiement clients.

La dernière enquête réalisée par *l'Association française des trésoriers d'entreprises (AFTE) et Coe-Rexecode* auprès des trésoriers d'entreprise (ETI d'au moins 500 salariés et grandes entreprises) témoigne des appréciations suivantes en **avril 2018** :

- s'agissant de la **trésorerie globale des entreprises, pour le cinquième mois consécutif le nombre de trésoriers qui estiment que la trésorerie globale de leur entreprise s'est dégradée serait supérieur à celui considérant qu'elle s'est améliorée**. La proportion des trésoriers qui jugent aisée la situation de la trésorerie d'exploitation (flux) aurait par conséquent continué de s'éroder, « *prolongeant ainsi une tendance amorcée en juin 2017* ». L'évolution des cours des matières premières expliquerait assez nettement la dégradation de la situation relevée par les trésoriers des ETI et des grandes entreprises (un tiers d'entre eux d'après l'enquête). Les difficultés ayant trait aux

trésoreries s'expliqueraient également par l'évolution de la parité euro/dollar ;

- les **délais de paiement des clients se sont tendus après avoir touché des points bas en fin d'année 2017**. Cette « remontée a également pu contribuer à la dégradation générale de l'appréciation de la trésorerie » ;
- les opinions sur les **marges des crédits bancaires seraient demeurées stables** après être un peu remontées en février et mars. En tout état de cause, le mouvement de réduction observé ces quatre dernières années et qui s'était prolongé de manière assez feutrée ces derniers mois, semble révolu ;
- **le solde d'opinion sur la recherche de financements serait demeuré positif** selon une majorité des trésoriers (cela depuis plus de trois ans).

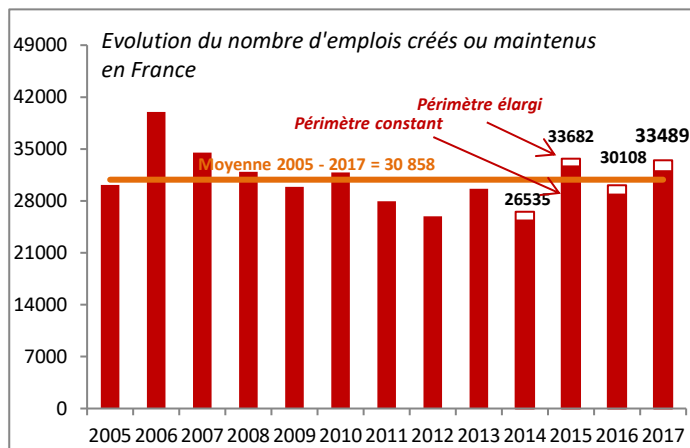
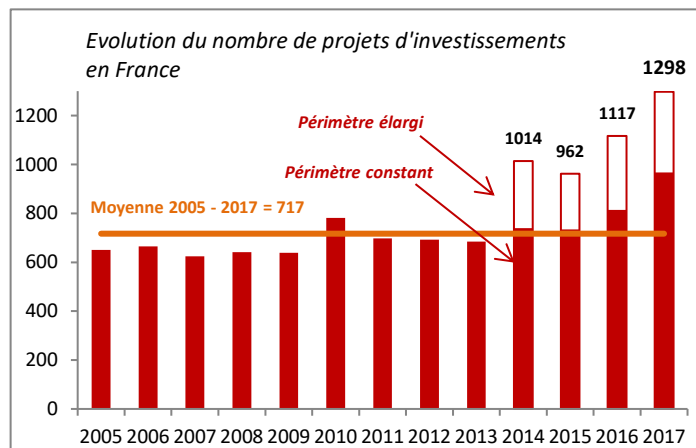


Sources : AFTE et Coe-Rexecode

4. Bilan 2017 des investissements étrangers en France : 1 298 projets (+181 par rapport à 2016) dont près de 60% en provenance de pays européens, 33 489 emplois créés ou maintenus (+3 381 par rapport à 2016)

* Selon le rapport sur « l'internationalisation de l'économie française » qu'a publié Business France, la France a enregistré **1 298 décisions d'investissements physiques** (dont 968 à périmètre constant) en 2017, qui ont permis **la création ou le maintien de 33 489 emplois** (dont 32 153 à périmètre constant).

Le nombre de décisions d'investissements a augmenté de +16,2% par rapport à 2016 (+18,9% à périmètre constant). Le nombre d'emplois « créés ou maintenus » a progressé de +11,2% par rapport à 2016 (après avoir diminué l'an passé de -10,6%), soit un **nombre moyen de 26 emplois par projet** (27 en 2016 et 35 en 2015).



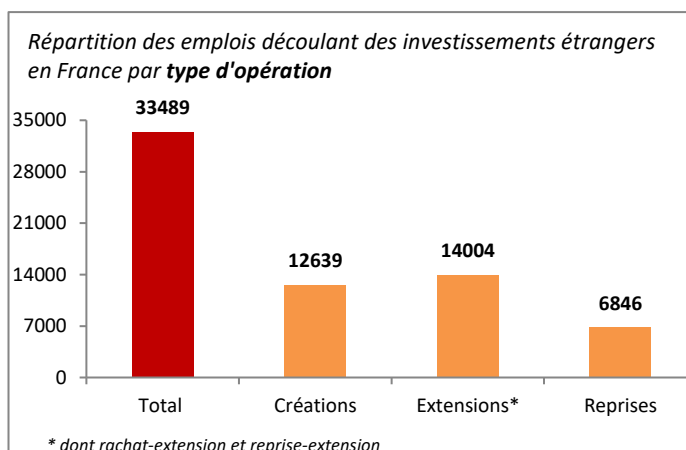
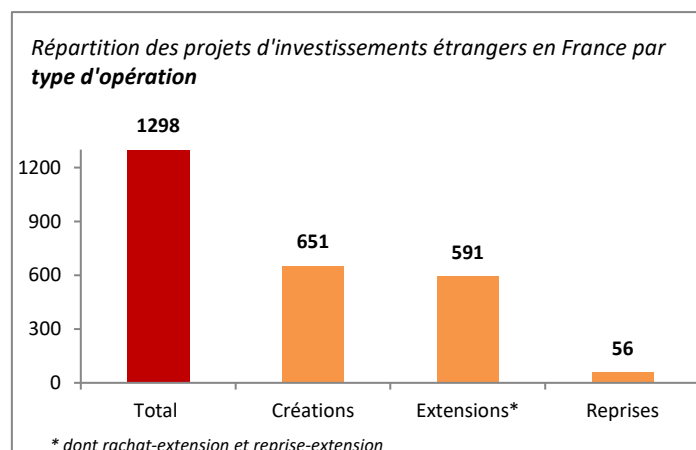
Source : Business France

* Un projet d'investissement étranger peut prendre différentes formes : **création d'un nouveau site, extension d'un site existant, reprise d'un site en difficulté, partenariat ou acquisition.**

- en 2017, sur les **1298 décisions d'investissements**, **50% ont donné lieu à la création de nouveaux sites** (+14% par rapport à 2016) qui ont généré **12 639 nouveaux emplois** (+10% par rapport à 2016) ;
- le nombre d'extensions de sites existants (y compris reprise et rachat) a **accélééré**

(591 projets après 499 en 2016, soit 46% des décisions d'investissement). Selon Business France, cette hausse illustrerait « la confiance accordée au site France par des filiales sous contrôle étranger, déjà implantées sur le territoire français ». **Ces investissements d'extension ont été les principaux pourvoyeurs d'emplois** (14 004, soit 42,0% de l'emploi total) ;

- les **reprises de sites en difficulté ont augmenté** (56 projets contre 49 en 2016) et ont permis de maintenir sur le territoire français « des activités en péril » (**6 846 emplois, 20% de l'emploi total**).



Source : Business France

***En 2017, les investissements étrangers en France provenaient de 54 pays** (trois de plus qu'en 2016), avec une forte prédominance européenne (58% du total). Viennent ensuite les projets en provenance d'Amérique du Nord (23%), puis d'Asie (13%).

Les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et le Japon constituent le « top 5 » des pays d'origine, en concentrant 53% de l'ensemble des projets (688) et 56% des emplois générés (18 793) :

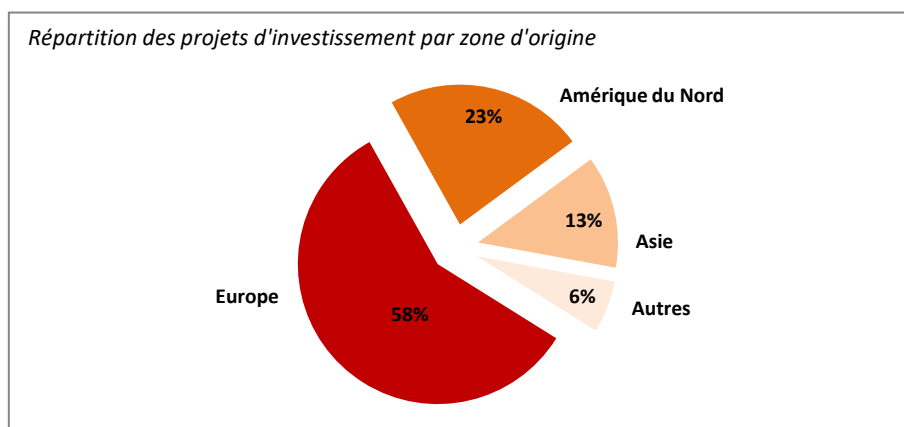
- **les Etats-Unis sont redevenus en 2017 les premiers investisseurs après avoir été relégués à la deuxième place en 2016.** Les entreprises américaines ont décidé d'investir dans 230 projets (+26% par rapport à 2016) permettant de créer ou de maintenir 7 047 emplois. Elles se sont en particulier distinguées par leur implication dans la recherche et le développement (avec 33 projets d'investissement dans la R&D, elles sont à l'origine de plus du quart des décisions recensées dans cette fonction) ;
- **l'Allemagne a cédé sa première place pour devenir le deuxième pays investisseur en France.** En 2017, les entreprises allemandes ont décidé d'investir dans 208 projets (+16%) pourvoyeurs de 5 789 emplois (+9%). Ces décisions d'investissement ont principalement concerné les activités de production ainsi que celles de logistique ;
- **malgré un recul des décisions d'investissement (96 projets contre 141 en 2016) l'Italie a conservé sa troisième position.**

Les emplois créés ou maintenus ont également diminué (1 504 contre 3 228). Ces décisions d'investissement ont principalement couvert les activités de production ;

- **le Royaume-Uni est arrivé en quatrième position avec 89 projets** (85 en 2016) et **2 527 emplois créés ou maintenus** (3 713 en 2016). Les entreprises britanniques ont été majoritairement présentes dans les points de ventes, étant à l'origine de 14% des nouveaux investissements dans cette fonction ;
- **le Japon est le cinquième investisseur mondial en France et le premier asiatique** (65 projets contre 67 en 2016 pour 1 926 emplois créés ou maintenus contre 1 490). Près d'un tiers des investissements nippons a concerné l'implantation de centres de décision et un tiers des activités de production.

Les investissements des principales économies émergentes sont demeurés dynamiques en 2017 : 65 projets pour les **entreprises chinoises** (+27%) pour 2 234 emplois (+63%) ; 19 projets pour les **entreprises indiennes** (+73%) pour 284 emplois (+66%) ; 14 projets pour les **entreprises brésiliennes** (quasiment multiplié par cinq) pour 79 emplois (+132%).

Enfin, de nombreux pays ont augmenté leurs investissements en France en 2017 parmi lesquels la Belgique, la Suisse, le Canada, les Pays-Bas, la Suède, l'Autriche, l'Irlande, le Luxembourg, la Finlande, le Portugal, l'Australie, la Pologne, la Turquie ou encore le Mexique.



Source : Business France

*Par secteur, **57% des projets d'investissement ont été réalisés dans l'industrie manufacturière** (746 décisions d'investissement), avec **66% des emplois générés** (21 938) et **43% dans les services** (556 projets), avec **34% des emplois générés** (11 551).

Dans le secteur manufacturier, la répartition du nombre de projets a été très inégale, de 5 décisions d'investissement dans les *composantes électroniques* (0,4% du total) à 87 décisions dans *l'industrie des machines et équipements mécaniques* (7%). En termes d'emplois créés ou maintenus, c'est le sous-secteur des *constructeurs automobiles et équipementiers* qui en a générés le plus (3 766 emplois), suivi par celui des *machines et équipements mécaniques* (3 602).

Dans les services, comme en 2016 c'est le sous-secteur *logiciels et prestations informatiques* qui a comptabilisé le plus de décisions d'investissement (184, soit 14% du total). Ce sous-secteur a généré 3 275 emplois (+39% par rapport à 2016).

Business France indique que « *l'origine géographique des investissements en France diffère selon le secteur des activités* ». Ainsi, on note que :

- les décisions d'investissements des entreprises américaines se sont concentrées principalement dans les *logiciels et prestations informatiques* et dans les *équipements électroniques et informatiques* ;
- les décisions d'investissements des entreprises allemandes ont été déterminantes dans les sous-secteurs de *l'automobile*, du *commerce et de la distribution* ainsi que celui de *l'énergie* ;
- les décisions d'investissement des entreprises italiennes ont concerné principalement les sous-secteurs des *métaux et travail des métaux* et des *matériels aéronautiques et ferroviaires*.

Répartition sectorielle des projets et des emplois en 2017

	Projets	Emplois	Emploi par projet
Total manufacturier	742	21 938	29,6
Machines et équipements mécaniques	98	3 602	36,8
Agroalimentaire, agriculture et pêche	76	2 407	31,7
Constructeurs automobiles et équipementiers	72	3 766	52,3
Textile, textile industriel, habillement et accessoires	60	1 024	17,1
Équipements électriques, électroniques et informatiques	56	752	13,4
Chimie, plasturgie	55	1 502	27,3
Énergie, recyclage et autres services concédés	53	733	13,8
Métaux, travail des métaux	42	2 729	65,0
Verre, céramique, minéraux, bois, papier	38	995	26,2
BTP, matériaux de construction	36	470	13,1
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	34	1 769	52,0
Équipements, diagnostics et dispositifs médicaux	32	452	14,1
Ameublement et équipement du foyer	30	361	12,0
Médicaments et biotechnologies appliquées	27	783	29,0
Parfums, cosmétiques	25	273	10,9
Électronique grand public	14	265	18,9
Composantes électroniques	5	55	11,0
Total service	556	11 551	20,8
Logiciels, prestations informatiques	184	3 275	17,8
Conseils, ingénierie et services aux entreprises	120	2 516	21,0
Commerce et distribution	100	2 602	26,0
Transport, stockage	52	1 182	22,7
Services financiers, bancaires et assurances	33	545	16,5
Autres activités de services	30	283	9,4
Hôtellerie, tourisme, restaurant	18	821	45,6
Éducation et formation	9	89	9,9
Opérateurs télécoms	6	209	34,8
Média, édition	4	29	7,3

Source : Business France

* *S'agissant des régions d'accueil*, le rapport de Business France note que « *la diversité des territoires français constitue, avec la qualité des infrastructures et celle de la main d'œuvre, un puissant facteur d'attractivité* ». Il insiste sur la « *force d'attraction des grandes métropoles* » du fait de la présence de sociétés étrangères qui favorisent l'arrivée de nouveaux investisseurs sur leur territoire.

En termes de projets, plus de la moitié des décisions d'investissement ont concerné les régions Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Grand Est. Le nombre d'**emplois créés ou maintenus** a été le plus important en Île-de-France (23% du total), dans les Hauts-de-France (15%), en Auvergne-Rhône-Alpes (13%) et en Occitanie et Grand Est (10% dans les deux cas).

En termes de fonctions stratégiques (logistique, R&D et ingénierie, production et réalisation) le rapport de Business France met en évidence :

- l'attractivité des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Grand-Est et Occitanie pour les fonctions *Production* ;
- l'attractivité des régions Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les projets de *Recherche et Développement* ;

Répartition des projets et emplois par région et par fonction du projet en 2017

	Logistique		Production / Réalisation		R&D / Ingénierie	
	Projets	Emplois	Projets	Emplois	Projets	Emplois
Auvergne-Rhône-Alpes	8%	7%	12%	12%	19%	16%
Bourgogne-Franche-Comté	6%	4%	10%	7%	3%	2%
Bretagne	2%	0%	3%	3%	4%	7%
Centre-Val de Loire	5%	3%	3%	2%	4%	2%
DOM-TOM			0%	0%		
Grand Est	11%	17%	17%	13%	3%	2%
Hauts-de-France	6%	6%	13%	20%	5%	12%
Île-de-France	21%	45%	5%	8%	29%	20%
Normandie	3%	0%	3%	10%	1%	0%
Nouvelle-Aquitaine	5%	1%	8%	5%	6%	3%
Occitanie	15%	9%	17%	13%	12%	13%
Pays de la Loire	5%	4%	6%	6%	5%	4%
Provenances-Alpes-Côte d'Azur	13%	4%	2%	2%	10%	19%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Business France

5. Perspectives de l'économie mondiale du FMI : robustesse de la croissance des économies avancées et émergentes en 2018, découplage attendu en 2019, prudence à moyen terme

* **Le FMI vient de mettre à jour ses Perspectives de l'économie mondiale** en diffusant via son site Internet une note intitulée « *Reprise cyclique, changement structurel* ».

Globalement, **le FMI est optimiste sur l'évolution de la croissance mondiale pour les deux prochaines années** : selon Maurice Obstfeld, économiste en chef du Fonds, « *la reprise qui a débuté vers la mi-2016 s'est consolidée et est même devenue plus forte* ». Après avoir atteint +3,8% en 2017, **le rythme de croissance mondiale devrait demeurer robuste en 2018 et en 2019 (+3,9%)** dans un contexte de hausse des échanges internationaux (croissance du commerce mondial de +5,1% en 2018 et de +4,7% en 2019).

Ces perspectives de printemps confirment les révisions faites par le FMI de ses perspectives d'automne en début d'année : pour rappel, en octobre 2017 le FMI inscrivait une prévision de croissance mondiale de +3,7% pour 2018 et 2019 avant de la réviser à la hausse de +0,2 point en janvier, principalement du fait d'une meilleure prise en compte des effets de la réforme fiscale américaine.

A moyen terme cependant le FMI est plus prudent, indiquant notamment par la voix de son chef économiste que « *pour la plupart des pays, les taux de croissance favorables actuels ne dureront pas et que les décideurs politiques devaient saisir cette opportunité pour soutenir la croissance, la rendre plus durable et mieux se préparer au prochain retournement* ».

Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (en %)

	Estimation		Projections		Différence par rapport aux projections de janvier 2018	
	2017		2018	2019	2018	2019
Croissance mondiale	3,8	↗	3,9	3,9	0,0	0,0
Pays avancés, dont	2,3	↗	2,5	2,2	+0,2	0,0
Etats-Unis	2,3	↗	2,9	2,7	+0,2	+0,2
Zone Euro, dont	2,3	↗	2,4	2,0	+0,2	0,0
Allemagne	2,5	→	2,5	2,0	+0,2	0,0
France	1,8	↗	2,1	2,0	+0,2	+0,1
Italie	1,5	→	1,5	1,1	+0,1	0,0
Espagne	3,1	↘	2,8	2,2	+0,4	+0,1
Royaume-Uni	1,8	↘	1,6	1,5	+0,1	0,0
Japon	1,7	↘	1,2	0,9	0,0	0,0
Pays émergents et en développement, dont	4,8	↗	4,9	5,1	0,0	+0,1
Chine	6,9	↘	6,6	6,4	0,0	0,0
Russie	1,5	↗	1,7	1,5	0,0	0,0
Inde	6,7	↗	7,4	7,8	0,0	0,0
Brésil	1,0	↗	2,3	2,5	+0,4	+0,4
Afrique du Sud	1,3	↗	1,5	1,7	+0,6	+0,8

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018

* L'accélération du taux de croissance mondiale en 2018 serait portée à la fois par celle des pays avancés (+2,5% après +2,3% en 2017) et par celle des pays émergents et en développement (+4,9% après +4,8% en 2017). En 2019, les pays avancés marqueraient le pas (+2,2%) tandis que les pays émergents continueraient d'accélérer (+5,1%).

Parmi les pays avancés :

- ***aux Etats-Unis, le taux de croissance devrait nettement accélérer en 2018, passant de +2,3% à +2,9%*** (soit +0,2 point par rapport à la prévision de janvier). Cette progression serait portée par les impacts macroéconomiques de la réforme fiscale de décembre 2017, en particulier « *la baisse des taux d'imposition sur les sociétés* » ainsi que par la hausse des dépenses publiques actée en février 2018. ***En 2019, l'économie américaine ralentirait*** (+2,7%) mais son rythme de croissance demeurerait néanmoins plus soutenu que ce qu'anticipait le FMI en janvier dernier (+2,5%) ;
- ***en zone euro, les projections de croissance pour 2018 ont été révisées à la hausse*** (+0,2 point par rapport à janvier) ***et la croissance devrait y être un peu plus soutenue qu'en 2017*** (+2,4% après +2,3%). Cette bonne orientation s'expliquerait par la solidité de la demande intérieure, l'amélioration des perspectives de la demande extérieure et le caractère toujours accommodant de la politique monétaire. S'agissant des Etats membres de la zone euro, ***le FMI inscrit une prévision de croissance pour la France de +2,1% en 2018*** (+0,2 point par rapport à la prévision de janvier) et de +2,5% pour l'Allemagne (+0,2 point par rapport à janvier). L'Espagne devrait ralentir, son taux de croissance passant sous la barre des 3,0% à +2,8% (+0,4 point néanmoins par rapport à la prévision de janvier). Le rythme de croissance se maintiendrait en Italie (+1,5%). ***En 2019, l'ensemble de la zone euro marquerait le pas dans un contexte de retour global à la tendance ;***
- ***au Royaume-Uni, la croissance devrait ralentir en 2018 et 2019 pour s'établir à +1,6% puis +1,5%*** (après +1,8% en 2017). Le FMI indique que l'investissement des entreprises devrait

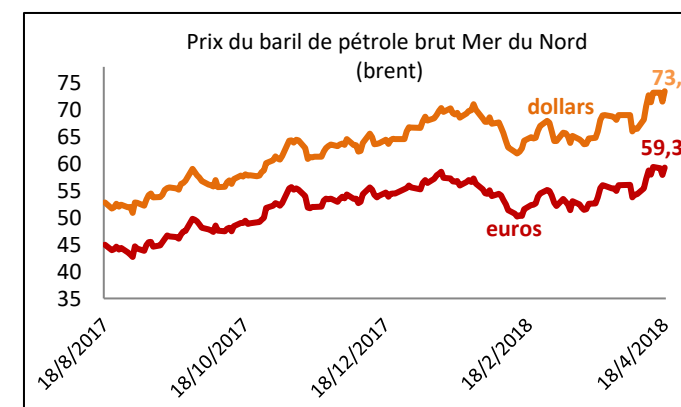
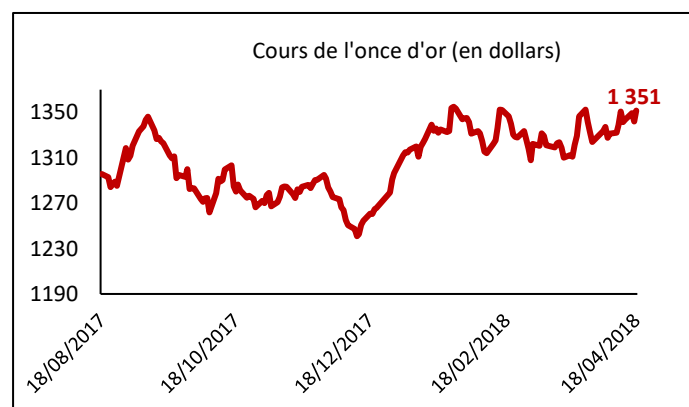
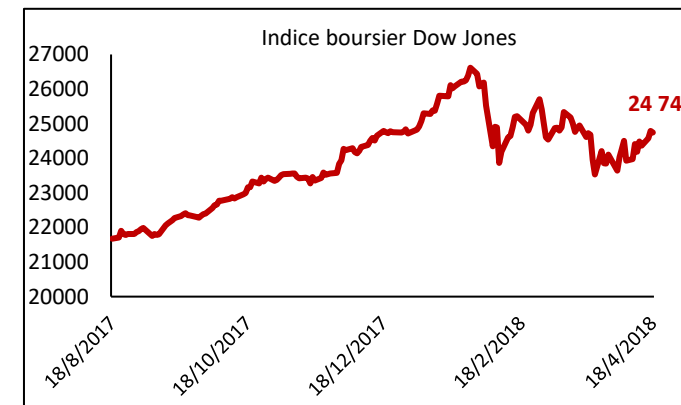
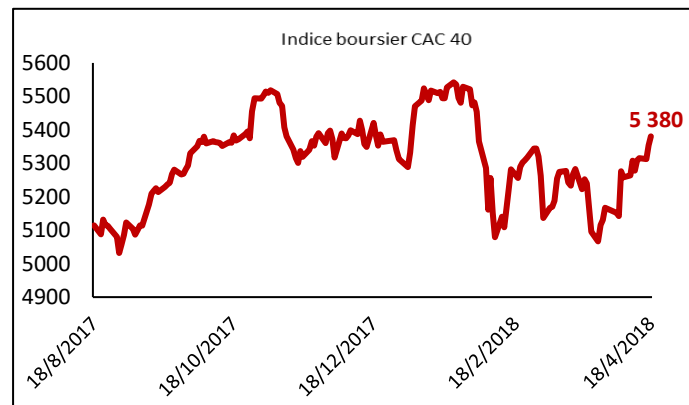
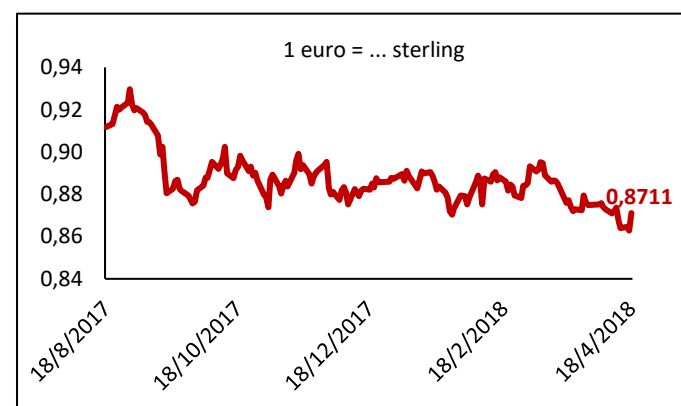
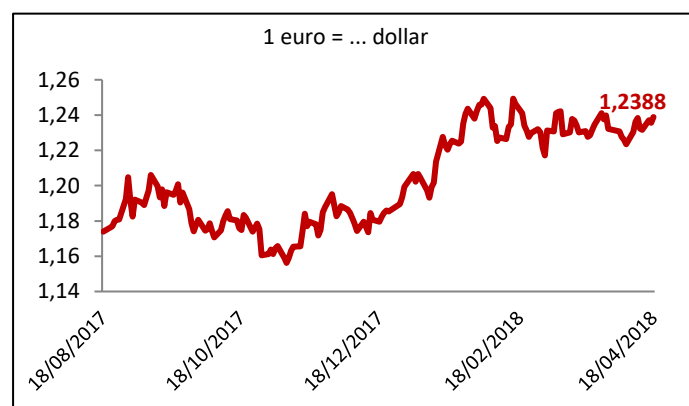
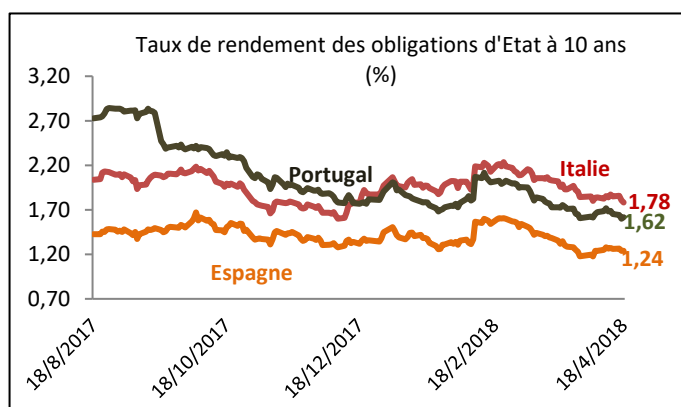
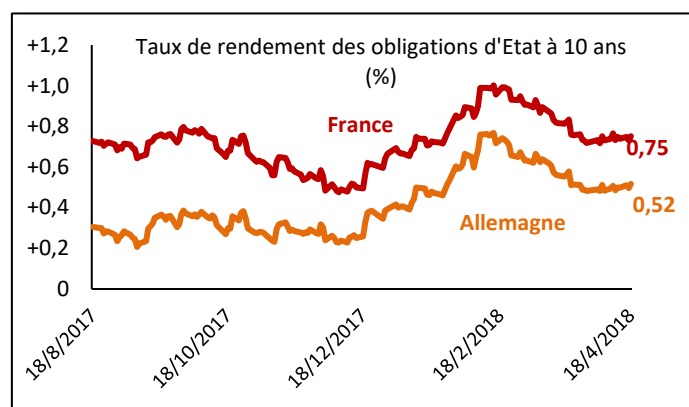
être faible dans un contexte d'incertitudes persistantes sur la nature du futur *Brexit* (*sur ce point, les hypothèses émises par le Fonds en octobre 2017 sont demeurées inchangées*) ;

- ***la croissance japonaise devrait se modérer en 2018 et en 2019 (+1,2% puis +0,9%*** après +1,7% en 2017) en raison de causes structurelles telles qu'une évolution démographique défavorable qui tend à diminuer la population active.

Parmi les pays en développement :

- ***la Chine devrait poursuivre son atterrissage en douceur*** avec un taux de croissance de +6,6% en 2018 et de +6,4% en 2019 (après +6,9% en 2017). Ce ralentissement tendanciel trouve son origine dans le rééquilibrage continu des relais de croissance chinois (passage d'un modèle essentiellement axé sur les exportations à un modèle prenant mieux en compte la demande intérieure ; passage d'une économie industrielle à une économie de service) ;
- après le ralentissement de 2017 (perturbations liées au retrait des billets de 500 et de 1 000 roupies et à la mise en place de la taxe nationale sur les biens et services) ***l'économie indienne devrait franchement accélérer en 2018 (+7,4%) puis en 2019 (+7,8%)***. Selon le Fonds, le pays bénéficierait en particulier « *d'une solide croissance de la consommation privée* » ;
- après la profonde récession de 2015 et de 2016, ***la croissance brésilienne a rebondi en 2017 (+1,0%) et devrait accélérer en 2018 et en 2019*** (respectivement +2,3% et +2,5%) sous l'effet du dynamisme de la demande intérieure. Comparativement à ses révisions de janvier, le FMI a relevé ses projections de croissance de +0,4 point pour 2018 et pour 2019 ;
- la Russie est également sortie de récession en 2017 (croissance du PIB de +1,5%) dans le sillage notamment du rétablissement des cours des matières premières. En 2018, son taux de croissance devrait légèrement accélérer (+1,7%) pour ensuite ralentir en 2019 (+1,5%) sous le poids notamment des « *sanctions internationales qui tendent à peser sur l'activité* ».

6. Tendance de la semaine sur les marchés : appréciation de l'euro, poursuite de la hausse des marchés actions, augmentation des cours du baril de pétrole



Contact : abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 19 avril 2018